

---

## BOOK REVIEWS

---

---

### **Imperi e nazioni nell'Europa centro-orientale alla vigilia della Prima Guerra Mondiale**

**(Atti del Convegno internazionale, Cluj-Napoca, 21 febbraio 2014)**

Publié par ION CÂRJA, Introduction par

ANDREA CIAMPANI

Rome – Cluj-Napoca, Argonaut, 2016

---

**L**ES ÉVÉNEMENTS scientifiques organisés pour célébrer le centenaire de la Première Guerre mondiale ont été une bonne occasion pour les spécialistes de présenter les résultats de leurs activités en tant que principale axe d'étude de la Grande Guerre – comme les contemporains avaient appelé le conflit transnational et transcontinental déroulé entre 1914-1918.

La conférence internationale organisée à Cluj-Napoca en février 2014 a rassemblé des spécialistes roumains et italiens du domaine dont les recherches ont surtout visé les événements ayant précédé la Première Guerre mondiale. Les études présentées à cette occasion ont été réunies dans le volume ci-présent et publiées par les soins de Ion Cârja, professeur au Département d'Histoire moderne, Archivistique et Ethnologie de l'Université Babeş-Bolyai à Cluj-Napoca.

Paru en 2016 sous l'égide de l'*Istituto per la storia del Risorgimento italiano*, ce livre représente le V<sup>e</sup> volume de la catégorie *Perspectives* (les volumes antérieurs avaient été publiés en 2005, 2007, 2013 et 2015). Les trois derniers volumes réunissent les travaux présentés aux conférences scienti-

fiques dédiées à des événements qui avaient marqué l'histoire de l'Italie à l'époque moderne (*L'Unità d'Italia in Europa*, édité par Andrea Ciampani, Rome, 2013 ; *Cadice e oltre : Costituzione, Nazione e Libertà. La carta gaditana nel bicentenario della sua promulgazione*, édité par Fernando García Sanz, Rome, 2015 ; et *Imperi e nazioni nell'Europa centro-orientale alla vigilia della Prima Guerra Mondiale*, édité par Ion Cârja, Rome – Cluj-Napoca, 2016).

Le livre contient quatorze articles qui sont structurés en trois catégories. Dans l'*Introduction* (p. V-VII), Andrea Ciampani, le coordinateur du Groupe de chercheurs étrangers à l'*Istituto per la storia del Risorgimento italiano*, commence par reconnaître la valeur incontestable et le caractère exemplaire de ces spécialistes, roumains et italiens. Il considère que ce volume, d'une part, évoque la réalité européenne transnationale tout en mettant en évidence les traits nationaux, et, de l'autre, démontre que les chercheurs du groupe peuvent former un réseau transnational d'études et alimenter ainsi l'esprit européen.

La *Présentation* (p. IX-XVII) offre des données sur des événements qui avaient précédé la Première Guerre déclenchée en 1914. L'assassinat de l'archiduc François Ferdinand à Sarajevo, en 1914, a déterminé l'Autriche-Hongrie à déclarer la guerre à la Serbie, dans un contexte international assez tendu à la suite de la guerre franco-prussienne (1870-1871) et des guerres balkaniques (1912-1913).

Comme la Grande Guerre européenne avait acquis une ampleur mondiale par l'implication des empires européens dont les

frontières dépassaient les limites du continent européen, elle est connue dans l'historiographie sous le nom de Première Guerre mondiale, terme qui devait différencier cette guerre de celle qui allait éclater deux décennies après.

La première partie du volume, intitulée « *Imperi e identità nazionali nell'area Danubiano-Balcica tra XIX e XX secolo* », est composée de cinq études portant sur la question de l'identité nationale dans la région danubienne et balkanique.

Dans son étude « *Una "preda" da spartire: Impero ottomano, Grandi potenze e Stati balcanici* » (p. 3-13), Antonio D'Alessandri fait une analyse de l'Empire ottoman avant le déclenchement de la Grande Guerre. Il montre que l'expression « le malade de l'Europe » attribuée à la Turquie impériale doit être cherchée dans l'instabilité du gouvernement turc sur le plan national et international. Les signes d'affaiblissement du pouvoir de l'Empire ottoman se sont multipliés après les pertes territoriales qu'il avait subies en faveur de l'Empire britannique – le Chypre en 1878 et l'Égypte en 1882 –, et après que les pays balkaniques eussent obtenu leur indépendance à la même période, ce qui avait déterminé Constantinople à chercher des alliés parmi les pays européens. En outre, l'empire des sultans a dû faire face à une crise intérieure sévère, qui a culminé par la Révolte des Jeunes Turcs en 1908. Malgré ces signes évidents d'incapacité de la Turquie de participer à la Grande Guerre, dans le contexte de son alliance avec l'Allemagne et dans l'espoir de reconquérir les territoires perdus, elle s'est dirigée de manière irréversible vers son démembrement impérial.

Francesco Guida évoque dans son étude, « *La Grecia nei primi anni del Novecento tra politiche irredentistiche e significative*

*innovazioni* » (p. 15-26), la situation et la politique étrangère de la Grèce au début du XX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit surtout des rapports entre le royaume grec et l'Empire ottoman, devenus plus tendus après que la Grèce eut obtenu son indépendance en 1830, les Grecs essayant par tous les moyens de déstabiliser le pouvoir ottoman dans les Balkans.

Stefka Rakova présente la situation de la Maison royale bulgare à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans son article « *Le "cose di Bulgaria" secondo alcune carte d'archivio vaticane del 1902* » (p. 27-37). La royauté bulgare « pendulait » entre les politiques du Saint-Siège et celles de l'Empire tsariste, ne sachant pas quelle religion choisir pour baptiser l'héritier du trône, Boris, afin d'entrer dans les bonnes grâces des entités politiques susmentionnées.

L'autonomie politique de la Galicie dans l'Empire habsbourgeois est abordée par Bogdan Szlachta dans « *Alcune osservazioni sull'autonomia politica della Galizia nell'Impero asburgico* » (p. 39-54). Après avoir été conquises par les Habsbourg en 1772, les régions de Galicie et de Lodomérie avaient joué d'un statut autonome par rapport à la couronne impériale viennoise tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette autonomie signifiait une Chambre des députés qui essayait de défendre les intérêts des habitants de ces régions, même si elles n'étaient pas exemptes de la politique absolutiste et germanisante de la Cour de Vienne.

Tamás Végheő montre dans son article « *Una minoranza religiosa nella tempesta della Grande Guerra. La fondazione dell'eparchia di Hajdúdorog per i greco-cattolici ungheresi (1912) e i suoi primi anni* » (p. 55-68) que la fondation du diocèse gréco-catholique de Hajdúdorog pour la communauté de rite byzantin, en

1912, a été un acte administratif important avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

La deuxième partie du volume, « Italiani e Romeni tra impero e nazione : la belle époque e la Grande Guerra », se compose de quatre études centrées sur la situation des Italiens et des Roumains d'avant la guerre.

Dans « Italiani nell'impero. Trieste alla vigilia della Grande Guerra » (p. 71-81), Stefan Wedrac fait une brève radiographie de Trieste en mettant en évidence la polyvalence de cette ville impériale. Par son caractère multiculturel et surtout par son économie développée, Trieste était l'image en miniature de l'Empire autrichien, étant le principal port de l'empire dualiste.

Alina Dorojan évoque l'évolution de la colonie italienne à Bucarest au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, avant l'union des Principautés roumaines et jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale, dans « La colonia italiana di Bucarest dalla seconda metà dell'Ottocento alla vigilia della Prima Guerra Mondiale » (p. 83-106). Avant l'union des Principautés roumaines en 1859, les Italiens avaient des missions diplomatiques – des consulats à Galați en Moldavie et à Brăila en Valachie –, même si la colonie italienne de Bucarest ne s'était pas trop remarquée jusqu'à ce moment-là, ayant un nombre réduit d'habitants. Leur nombre a augmenté après l'Union de 1859, lorsque le pouvoir politique et économique des deux principautés danubiennes fut concentré à Bucarest. Outre un consulat diplomatique, les Italiens ont bénéficié aussi d'écoles et d'une église et ont participé activement à la vie quotidienne de Bucarest.

L'article de Raluca Tomi, « Un pubblicista italiano e il problema delle nazionalità della Monarchia austro-ungarica all'inizio

del Novecento: Benedetto De Luca » (p. 107-124), passe en revue l'activité de Benedetto De Luca, un journaliste italien qui s'intéressait à la question des nationalités dans l'Empire dualiste austro-hongrois au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Il était un publiciste respecté, qui s'était activement impliqué dans la vie culturelle d'Italie et de Roumanie. Ses articles abordaient la question des nationalités, un sujet d'actualité dans tous les empires européens, depuis l'Empire russe à l'Empire austro-hongrois et à l'Empire ottoman. Ces empires avaient adopté une politique agressive de nationalisation, qui mécontentait profondément les minorités. Dans ses écrits sur la politique de nationalisation de l'Empire austro-hongrois, Benedetto De Luca arrive à comparer en quelque sorte l'aspect politique de la Slavonie à la situation de la Transylvanie où, affirme-t-il, la plupart de la population était formée de Roumains. Étant un partisan actif du latinisme, il présente souvent dans ses publications la situation des habitants de cette région qui avaient été soumis à une politique d'assimilation par le gouvernement de Budapest, bien que son aire d'intérêt vise aussi d'autres peuples balkaniques englobés dans l'Empire austro-hongrois.

Dans « Tra impero e nazione. Romeni e Italiani sotto il vessillo asburgico negli anni della Grande Guerra » (p. 125-148), Ion Cârja fait un parallèle entre la situation des Roumains et celle des Italiens à l'intérieur des frontières de l'Empire danubien. Il parle de la lutte des deux minorités pour l'union à la mère-patrie, respectivement la Roumanie et l'Italie, tout en mettant en évidence les points communs des deux peuples latins « habsbourgeois ». Bien qu'ils aient poursuivi le même objectif, ils se sont rapportés de manière différente au pouvoir impérial de Vienne : si les Italiens

avaient choisi de lutter ouvertement contre l'Empire, les Roumains avaient préféré être loyaux à Vienne. La cause en avait été le partage de la Monarchie des Habsbourg, en 1867, en deux entités politiques et administratives distinctes, nullement indépendantes, sous la forme de l'Empire austro-hongrois. Les Italiens faisaient partie de la Cisleithanie, et les Roumains de la Transleithanie – détail administratif qui différenciait déjà les deux peuples. En plus, les Italiens étaient beaucoup plus nombreux que les Roumains dans l'Empire danubien. Conformément aux statistiques de 1910, la Transylvanie avait une population de 5,2 millions d'habitants, dont 53,7 % Roumains, alors que la région habsbourgeoise de Trentino avait presque 400 mille habitants, dont 93,3 % Italiens. Si les Roumains formaient des blocs compacts dans les régions habsbourgeoises qu'ils habitaient (la Transylvanie, la Crișana, le Maramureș et la Bucovine), les Italiens occupaient des zones géographiques plus distancées (Trentino, le littoral autrichien, la Dalmatie). Les deux peuples avaient cependant des représentants politiques dans les gouvernements de Vienne, respectivement de Budapest. Bien que l'élément commun entre les Roumains et les Italiens eût été leur volonté de s'unir aux « mères-patries », objectif réalisé à l'issue de la Première Guerre mondiale, en 1918, les différences ont été significatives entre les régions habitées par des Roumains et respectivement des Italiens, depuis les questions économiques à celles des géographiques.

La troisième partie du volume, « I Romeni tra pace e guerra. Nazione, cultura politica e diplomazia », comprend cinq études portant sur des aspects identitaires, religieux et diplomatiques des Roumains avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Dans « L'idée de nation chez les Roumains de l'Autriche-Hongrie à la veille de la Grande Guerre » (p. 151-162), Nicolae Bocșan évoque l'apparition et la consolidation de l'idée de nation chez les Roumains de l'Empire austro-hongrois. Ce courant a été promu, entre autres, par Alexandru Mocioni et A. C. Popovici, qui par leurs activités politiques et journalistiques ont essayé de renforcer cette conception identitaire. En 1906, A. C. Popovici a même proposé une organisation fédéraliste de l'Empire dualiste austro-hongrois, qu'il tenait pour la seule chance viable d'affranchissement des Roumains. Son idée était de diviser l'empire en 15 États unitaires du point de vue ethnique et linguistique, avec une autonomie constitutionnelle distincte. Cette proposition a été soutenue surtout par les chefs politiques roumains de Transylvanie. Bien que cette idée ne se fût pas matérialisée avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, les sus-mentionnés ont le mérite d'avoir cherché des solutions destinées à développer la notion identitaire parmi les Roumains transylvains.

Le rapport entre la Roumanie et la Triple Alliance créée en 1882 est discuté par Rudolf Dinu dans l'étude « La questione nazionale e i rapporti tra la Romania e la Triplice Alleanza (1883-1914). Alcune considerazioni » (p. 163-188). Il passe brièvement en revue les principaux moments diplomatiques qui avaient marqué l'adhésion de la Roumanie à la Triple Alliance en 1883, jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale en 1914.

Ana Victoria Sima évoque dans « La religione della Casa Reale di Romania e le sue implicazioni politiche a ridosso della Prima Guerra Mondiale » (p. 189-201) un moment assez compliqué de la vie religieuse de la famille royale roumaine. Le premier moment important a été l'avène-

ment du prince Charles de Hohenzollern-Sigmaringen sur le trône des Principautés roumaines de Moldavie et de Valachie, en 1866. Ce fut la pierre angulaire de la royauté roumaine qui allait naître quelques années plus tard. L'essentiel était la religion du nouveau prince régnant, catholique dans un pays majoritairement orthodoxe, une situation rencontrée aussi dans des pays comme la Grèce et la Bulgarie, orthodoxes toujours, où régnaient des princes de confession catholique. L'apparition de ce nouveau royaume (la Roumanie devenait royaume en 1881) qui avait à sa tête un roi catholique ne put évidemment que plaire au Saint-Siège, qui le voyait déjà comme un élément important dans ses efforts de consolider le catholicisme dans la région. Cependant, ses plans étaient en contradiction avec la situation du territoire. Un autre moment important dans la vie de la royauté roumaine a été le mariage du prince roumain avec une princesse protestante, en 1869. En l'absence d'une dispense pontificale, ils se sont mariés sans l'accord du Saint-Siège. Et les complications religieuses dans la vie de la famille royale roumaine continuèrent. Marie, la fille du couple royal, née en 1871, fut baptisée orthodoxe, et l'héritier du trône, Ferdinand, allait se marier en 1893 à une princesse anglaise de confession anglicane. Cependant, quelque compliqués que fussent les liens matrimoniaux de la royauté roumaine, surtout sur le plan religieux, ils durent se conformer aux exigences locales, de rite byzantin ou orthodoxe, aspects statués par la loi fondamentale du pays de 1866.

L'étude de Mirela Popa-Andrei, intitulée « L'intellettualità ecclesiastica greco-cattolica di Oradea Mare (Gran Varadino) all'inizio della Prima Guerra Mondiale » (p. 203-213), présente la situation de l'in-

tellectualité ecclésiastique gréco-catholique d'Oradea au début de la Première Guerre mondiale qui, tout en soutenant le mouvement d'affranchissement culturel des Roumains, devait respecter les directives religieuses de Rome. Créé en 1777, l'évêché gréco-catholique des Roumains d'Oradea a été le deuxième épiscopat gréco-catholique après celui de Blaj.

Le dernier article du volume, « L'evoluzione del nazionalismo romeno di Transilvania prima e dopo la Grande Guerra » (p. 215-229), signé Stefano Santoro, passe en revue l'évolution du nationalisme roumain en Transylvanie avant et après la Grande Guerre. Le courant nationaliste a pris de l'ampleur chez les Roumains surtout après 1868, lorsque le gouvernement hongrois a commencé à mener une politique agressive de magyarisation en Transylvanie. La tendance de magyarisation s'accrut après le partage de l'Empire autrichien en deux, la Cisleithanie et la Transleithanie, en 1867, la Transylvanie revenant à la Transleithanie, c'est-à-dire à la Hongrie. Bien que les actions des gouvernements de Budapest eussent mécontenté tous les peuples de Hongrie, l'étude de Stefano Santoro ne présente que les réactions des chefs politiques des Roumains de Transylvanie contre les normes et les actions imposées par l'exécutif de Budapest.

En guise de conclusions, les quatorze articles du volume édité par Ion Cârja offrent une image de la réalité européenne d'avant-guerre et démontrent que des chercheurs de différents pays peuvent former un réseau transnational d'études, alimentant ainsi l'esprit européen que les empires européens du milieu de la deuxième décennie du XX<sup>e</sup> siècle avaient malheureusement ignoré.

